



le Réveil social



N° 4 - Mai 1983
2ème année - Nouvelle série
200 lire
Expédition abonnement
groupe postal 3° (70%)

Le Syndicat Autonome Valdôtain Travailleurs est l'organisation des travailleurs valdôtains. Les objectifs du S.A.V.T. sont: - la défense et la promotion des intérêts culturels, moraux, économiques et professionnels des travailleurs du Val d'Aoste et l'amélioration des conditions de vie et de travail; - la rénovation et la transformation radicale des structures politiques et économiques actuelles en vue de la réalisation du fédéralisme intégral. Afin d'atteindre ses objectifs, le S.A.V.T. par la recherche, l'action et la lutte s'emploie à réaliser: - la protection sociale des travailleurs, leur préparation culturelle et professionnelle, la protection de la santé, la mise au point d'un système de services sociaux adéquat et efficient; - la défense du pouvoir d'achat des salariés, l'emploi à plein temps des travailleurs et des jeunes du Val d'Aoste dans tous les secteurs économiques; - la parité entre les droits des hommes et des femmes; la prise en charge, de la part des travailleurs, de la gestion des entreprises où ils travaillent et de la vie publique au Val d'Aoste; - l'instauration de rapports avec les organisations syndicales italiennes et européennes et tout particulièrement avec les organisations syndicales qui sont l'expression des communautés ethniques minoritaires, en vue d'échanges d'expériences et de lutte commune.

Organe mensuel du
SAVT Syndicat Autonome
Valdôtain des Travailleurs

Ordre du jour du Comité Directeur

Le Comité Directeur du SAVT, réuni à Aoste le 27 avril 1983, ayant pris acte de la candidature aux élections régionales de juin 1983, sur les listes de l'Union Valdôtaine, de son secrétaire responsable François Stévenin, a accepté sa démission.

Parallèlement le Comité Directeur a exprimé sa reconnaissance à M. François Stévenin pour l'action qu'il a su mener au cours de ses 16 ans d'activité syndicale en faveur de la sauvegarde des droits et des intérêts culturels et économiques du Val d'Aoste.

C'est grâce à cette action que le SAVT - l'organisation des travailleurs valdôtains - avec ses 4.000 adhérents, est devenu aujourd'hui un élément fondamental et irremplaçable de la vie culturelle et sociale valdôtaine; qu'il représente, par la constitution de la Fédération Unitaire CGIL-CISL-SAVT et UIL du Val d'Aoste, un exemple unique de collaboration et de concertation avec les syndicats confédérés CGIL, CISL et UIL, et ce, malgré les contraintes extérieures et la résistance partisane qui en limitent l'activité.

C'est encore grâce à cette action que le SAVT constitue un modèle à suivre pour l'organisation syndicale des travailleurs des différentes communautés ethniques et linguistiques majoritaires au sein de leur Pays, mais minoritaires à l'intérieur de leur Etat d'appartenance; qu'il représente l'un des moyens les plus efficaces «de défense et de promotion des intérêts culturels, économiques et professionnels des travailleurs du Val d'Aoste et d'amélioration des conditions de vie et de travail».

Le Comité Directeur du SAVT a ensuite procédé à l'élection des nouveaux organes de direction du syndicat. A l'unanimité ont été élus: M. Ezio Donzel, secrétaire responsable, MM. Ivo Guerraz, secrétaire-adjoint coordinateur du secteur industriel, et Dino Viérin, secrétaire-adjoint coordinateur de la Fonction Publique; M. Lino Grigoletto, membre du Secrétariat du SAVT.

Le Secrétariat du SAVT est ainsi composé: Gino Agnesod, Egidio Borre, Lino Grigoletto, Louis Impérial, Ezio Donzel, Ivo Guer-

raz, Dino Viérin, et Félix Roux, secrétaire administratif.

Aux nouveaux élus le Comité Directeur a assuré son soutien et celui de tous les travailleurs valdôtains dans leur action quotidienne au service de la Communauté Valdôtaine.

Le Comité Directeur du SAVT, après avoir examiné l'état actuel des rapports industriels, état caractérisé par la tentative de surmonter la crise économique par la réduction du pouvoir et de la présence contractuelle du Syndicat, par la baisse du pouvoir d'achat des salariés, par l'augmentation du chômage et la réduction des prestations sociales, a exprimé ses craintes quant aux retombées que les élections politiques anticipées pourraient avoir sur la situation économique et sociale.

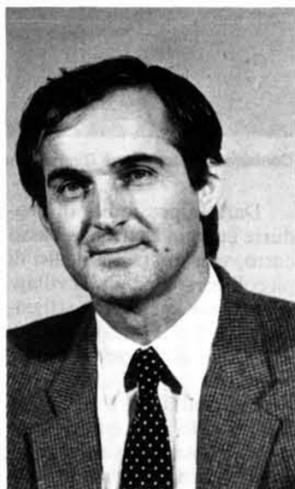
En effet la fin prématurée de la législature actuelle risque d'empêcher la conclusion de plusieurs conventions collectives de travail du secteur privé ou public ou d'entraîner le renvoi des lois et des mesures portant sur les réformes des retraites, de l'école secondaire supérieure, de la «CIG» ou sur la modification des dispositions actuelles concernant les agences de l'emploi et de la mobilité des travailleurs.

Le Comité Directeur du SAVT a exprimé sa satisfaction pour le renouvellement de la convention collective des mécaniciens-métallurgistes du secteur public et pour la signature de l'accord portant sur la convention des enseignants, accords qui constituent l'aboutissement naturel d'une rude lutte et d'une longue phase de mobilisation et de grèves.

Ces accords revêtent une signification générale parce qu'ils représentent un des seuls éléments de certitude au moment même où le contexte politique, économique et social, en raison du recours aux élections anticipées et de ses retombées sur le plan économique, devient toujours plus obscur et incertain.

Le Comité Directeur a donc souligné l'importance de ces accords pour la brèche qu'ils ont ouvert dans le front patronal et pour leur influence sur la conclusion des autres conventions collectives de travail.

Une vie syndicale accomplie



Le Comité Directeur du SAVT, lors de sa séance du 27 avril 1983, a accepté la démission de Monsieur François Stévenin du poste de secrétaire responsable du Syndicat Autonome Valdôtain des Travailleurs.

Cette décision, due à la candidature de Stévenin sur les listes de l'Union Valdôtaine aux élections régionales de juin 1983, met ainsi fin à 16 ans d'activité syndicale; activité syndicale qui, depuis 1967, a marqué la vie sociale de notre pays et a fait de François «Monsieur SAVT».

En effet, après une collaboration occasionnelle en 1966 lors des élections des «Commissioni interne» à la Cogne, à l'ILSSA et à l'Administration Régionale, c'est en 1967 que François commence son activité de fonctionnaire du syndicat. A cette époque le SAVT comptait 300 adhérents et son secrétaire responsable était le Président du Gouvernement Valdôtain, M. Mario Androne, auquel succéda ensuite un Secrétariat composé par M. le Sénateur

Pierre Fosson et M.M. Vuillermoz et Ravet.

En 1968 Stévenin est nommé, avec Fosson et Vuillermoz, secrétaire du SAVT chargé de l'organisation du syndicat.

Depuis lors, les événements marquants de la vie et de l'activité du SAVT, qui ont fait de celui-ci un des piliers de la défense et de la promotion des intérêts culturels, économiques et professionnels des travailleurs du Val d'Aoste peuvent être ainsi synthétisés:

- la décision de promouvoir l'unité d'action avec les autres organisations syndicales pour la défense des travailleurs et pour la résolution des problèmes de l'emploi et du monde du travail. Cette décision, en 1971, a entraîné la constitution de la Fédération Unitaire CGIL, CISL, SAVT et UIL du Val d'Aoste, par la signature d'un Pacte Fédératif;

- la constitution de «Comités de délégués» à l'intérieur des usines, des établissements et des administrations;
- la définition d'une politique syndicale qui ne se limite pas à l'aspect de la simple défense des éléments salariaux, mais qui soit également axée sur la négociation générale de tous les problèmes de la vie sociale (santé, transports, école, formation professionnelle, logement, etc.) et ce dans le but de faire du syndicat l'un des sujets de cette vie sociale visant à l'amélioration des conditions de vie et de travail; l'objectif principal étant de constituer une confédération syndicale qui représente tous les travailleurs et toute la communauté valdôtaine;
- la décision, prise en 1971, par la catégorie des mécaniciens-métallurgistes de

faire partie de la FLM, tout en réaffirmant et la validité des motivations sociales et des différenciations culturelles, ethniques et linguistiques qui étaient à l'origine du SAVT et l'exigence que ces valeurs continuent à constituer dans le contexte unitaire, la ligne d'action du Syndicat;

- l'action menée pour que le SAVT soit mis sur le même plan que les autres organisations syndicales et la résistance aux pressions extérieures visant à l'élimination du syndicat valdôtain et à son intégration à l'intérieur de la UIL ou de la CISL ou de la CGIL;
- l'instauration de rapports avec les organisations syndicales qui sont l'expression des communautés ethniques et linguistiques à l'intérieur de l'Etat italien (ASGB et Syndicat slovenske sole) et avec les organisations des travailleurs des autres communautés linguistiques (occitans, sardes,

frioulans, etc.);

- l'instauration de rapports, au niveau européen, avec les syndicats des communautés ethniques «minoritaires» (catalans, basques, galiciens, etc.) et la constitution du C.P.S.N.

Si l'engagement syndical de François est donc terminé, nous nous devons de lui exprimer - en notre nom et au nom des travailleurs valdôtains - notre reconnaissance et notre satisfaction pour l'action menée, action qui, si d'une part s'achève, d'autre part ne fait que débiter. En effet nous sommes convaincus que dans d'autres domaines et sur un autre plan, François continuera toujours à oeuvrer pour la sauvegarde des droits et des intérêts - culturels et économiques - des travailleurs du Val d'Aoste et pour l'essor, l'épanouissement de la communauté valdôtaine.

Nuova segreteria: continuità nell'organizzazione

La partecipazione, il dibattito e il confronto costituiranno il vero orientamento del SAVT

Quando in un'organizzazione sindacale, nell'attuale fase politica, si modifica la Segreteria o si sostituisce il segretario, si viene a creare un certo clima di attesa, come se dovesse succedere qualcosa di straordinario, come se un normale avvicendamento avvistasse, invece, il senso di scoperchiare non si sa bene quale pentola.

Certamente, all'esterno del SAVT, qualcuno, influenzato da questo clima di attesa, sarà rimasto piuttosto deluso; dando adito, infatti, ai pettegolezzi che circolavano, il SAVT, con le dimissioni di Stévenin, era un sindacato ormai sconvolto da guerre fratricide, con un gruppo dirigente-caratterizzato da diversità di orientamenti, un sindacato in sostanza che si divideva, che perdeva quella che è la sua grande forza: l'unità all'interno della sua organizzazione. La migliore risposta a tali illusioni è stata data dal sereno dibattito della Segreteria e del Direttivo Regionale che all'unanimità ha votato la nuova segreteria, chiudendo una fase di normale ricambio e avvicendamento, senza traumi e senza scempenso alcuno.

Certamente merita una risposta anche chi ritiene che cambiando segretario si cambi l'organizzazione; certo ogni individuo caratterizza con il suo operato e il suo orientamento l'organizzazione di cui gli viene affidato il coordinamento, ma all'interno del SAVT non vi è mai stata prevaricazione di categorie, in quanto la collegialità nel dibattito e nell'assumere le decisioni è sempre stata una delle caratteristiche più qualificanti del SAVT è questo il metodo di gestione che nella nostra organizzazione dovrà semmai essere consolidato.

Quindi ritengo assurdo che la nuova segreteria si presenti con grandi programmi e con dichiarazioni roboanti, poiché la partecipazione, il dibattito ed il confronto costituiranno il vero programma e il vero orientamento del SAVT. Certamente occorrerà, nei primi tempi, da parte degli iscritti uno sforzo di partecipazione maggiore, anche per sopperire a vuoti di esperienza che possono crearsi con la nuova strutturazione, ma ritengo che la buona volontà e gli ideali che ci ispirano

Comunicato

Il direttivo del S.A.V.T. Metalmeccanici, riunitosi in data 19/5/1983, preso atto delle dimissioni di Ezio Donzel da segretario di categoria, che è stato chiamato a ricoprire la carica di Segretario Generale del S.A.V.T. in sostituzione di François Stévenin,

ha proceduto alle elezioni del nuovo Segretario nella persona di Ghirardi Rinaldo e di Felice Roux quale vice segretario e alla integrazione di alcuni membri del direttivo.

Il direttivo ha tra l'altro esaminato l'accordo contrattuale delle aziende metalmeccaniche a PP.SS. e la grave situazione produttiva ed occupazionale che la Valle d'Aosta sta attraversando specialmente nel settore industria.

Il Direttivo S.A.V.T. Metalmeccanici

Approvato Il nuovo stato giuridico ed economico del personale della regione

Una affermazione della competenza primaria legislativa della nostra Regione.

Dopo più di un anno di lavoro e di intense trattative è stata approvata e vistata dal Presidente della Commissione di Coordinamento la legge regionale riguardante il nuovo contratto triennale 82/84 del personale dell'amministrazione regionale.

Il Consiglio dei Delegati della Regione istituito nel novembre 1981 e entrato nel pieno delle sue funzioni nel gennaio 1982 si era trovato immediatamente alle prese con il grosso problema del rinnovo del contratto di lavoro.

La situazione del personale dell'Amministrazione compresso in cinque livelli funzionali più la Dirigenza e Vice Dirigenza rappresentava un grosso problema di riqualificazione a livello funzionale professionale delle varie figure create nei vari livelli.

Basti pensare che aiutanti e capi coesistevano tutti allo stesso livello. Un esempio: la guardia forestale era inquadrata allo stesso livello del brigadiere; l'operaio specializzato allo stesso livello del capo operaio.

In una regione a statuto speciale come la nostra con competenze particolari che prevedono assunzioni di personale che in altre regioni sono di competenza esclusiva dello stato, non era certo facile far coesistere i vari profili professionali data la grossissima disparità di funzioni operative svolte.

Proprio in base a queste considerazioni il C.d.D. propose come linea di lavoro un ampliamento dei livelli funzionali.

Dopo approfondimenti e nutrite discussioni elaborò una piattaforma globale che per la prima volta in un contratto regionale toccava in particolare modo, non solo la parte economico-giuridica del personale, ma prestava una particolare attenzione alla parte normativa, interessandosi di quegli aspetti sociali e culturali che troppe volte erano stati dimenticati e disattesi dalla controparte.

I cinque livelli fissati dalla legge n° 18 del 30 aprile 1980 venivano portati a otto - fermo restando le figure Vice Dirigenziale e Dirigenziale.

Gli otto livelli comprendono per una spiegazione più chiara, tre grosse fasce funzionali:

dal 1° al 4° livello sono inquadrati le figure le cui funzioni vanno dall'attività semplice di tipo manuale senza nessuna complessità organizzativa alle attività tecnico manuali con conoscenze specialistiche comportanti anche complessità organizzative ed il coordinamento di addetti di qualifiche inferiori. Titolo di studio richie-

sto: l'assolvimento dell'obbligo scolastico.

La seconda fascia comprendente il 5° e 6° livello contempla le figure professionali esplicanti attività esecutive complementari di natura amministrativa, contabile o attività di natura complessa nel ramo tecnico comportante soprattutto il coordinamento di addetti a qualifiche inferiori. Titolo di studio richiesto: il possesso della licenza di scuola media, o per quanto riguarda il 6° livello attività che comportano l'uso complesso di dati per l'espletamento di prestazioni lavorative a livello di preparazione professionale specializzata e quindi di specifica specializzazione professionale acquisita anche attraverso altre esperienze di lavoro.

La terza fascia ovvero il 7° e 8° livello comprendono come complessità delle prestazioni l'attività di natura amministrativa tecnico contabile e di vigilanza, riferita a procedure generali, nonché cura dei rapporti esterni per conto dell'Amministrazione nelle trattative di affari o pratiche di rilevante importanza, richiedenti cognizioni a livello di diploma di 2° grado nonché il coordinamento di addetti a qualifiche inferiori.

Per l'8° livello in particolare viene richiesta una specifica ed elevata preparazione professionale ed eventuali titoli professionali specifici (come il diploma di Assistente Sociale acquisito dopo 3 anni di specializzazione dopo il diploma di 2° grado).

Un discorso a parte merita l'esame delle figure Dirigenziale e Vice Dirigenziale.

Con decorrenza 1° gennaio 1982 al personale inquadrato nelle qualifiche dirigenziali spetta l'equiparazione al trattamento economico previsto per la qualifica di «dirigente superiore» delle Amministrazioni dello

stato fermo restando che successive modificazioni del trattamento economico dei dirigenti statali «potranno» essere estese al personale Dirigenziale Regionale con successive leggi regionali e inoltre il beneficio economico spettante è posto a regime, come per il resto del personale, concedendo il 40% dell'aumento al 1° gennaio 1982, il 75% al 1° gennaio 1983 e il 100% al 1° gennaio 1984.

Non è stato invece concesso l'agganciamento statale alle qualifiche vicedirigenziali al quale è stato attribuito un trattamento economico iniziale annuo lordo così suddiviso: dal 1° gennaio 1982 Lire 8.354.500 dal 1° gennaio 1983 Lire 8.948.500 dal 1° gennaio 1984 Lire 9.350.000

In ultima analisi ritengo che sia stato buono il risultato ottenuto dal lavoro svolto dal C.d.D. affiancato dalle OO.SS. e dalla disponibilità dimostrata dal Presidente della Giunta Regionale in rappresentanza della controparte.

Certo non tutto è stato fatto. Quindi per quanto riguarda l'inserimento di altre figure specifiche nell'ottavo livello tutto è rimandato ad una successiva legge che sarà discussa attraverso assemblee di gruppo omogenee. Molti sono ancora i nodi da sciogliere in una mini giungla del personale Regionale, ma l'inizio è stato sì duro, ma anche costruttivo.

Un po' più di «sindacalizzazione» che significa soprattutto partecipazione da parte del personale Regionale non guasterebbe anche perchè partecipare attivamente alle scelte sindacali vuol dire forse anche partecipare alla crescita della nostra comunità.

Guido CORNIOLO

Vedi tabelle a pag. 3

COROS (S.p.A.) RUBINETTERIE-COGNE

Rientrano in fabbrica 4.000 licenziati

In questi ultimi tempi in diverse aziende si cerca di «etichettare» i lavoratori come degli assenteisti, lavativi, sfaticati, ecc.

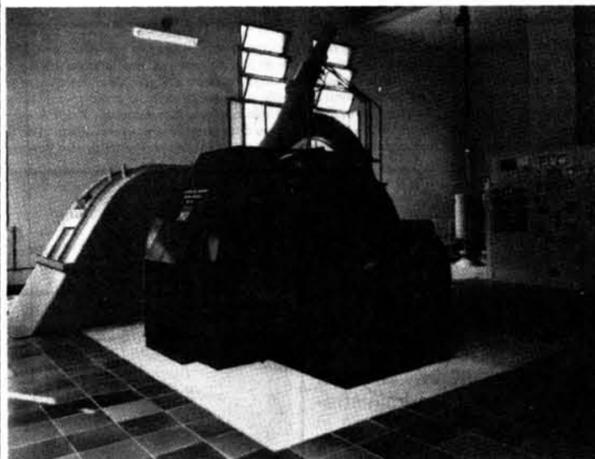
Anche la CO.ROS, fabbrica di rubinetti di Cogne, si è allineata a tale situazione e si è comportata di conseguenza; ha, infatti, cercato di cacciare dalla fabbrica, per scarso rendimento, quattro lavoratori che, a detta dei dirigenti, non producevano abbastanza.

L'intervento immediato del Sindacato e dei compagni di lavoro ha vanificato tale iniziativa tendente a pu-

nire lavoratori che normalmente svolgono la loro attività produttiva secondo le proprie capacità.

Anche la pretura di Aosta, viste le non giustificate motivazioni apportate dalla CO.ROS, ha deciso l'immediata reintegrazione dei lavoratori al loro posto di lavoro con procedura di urgenza. Tale procedura lascia così alle parti, essendo la sentenza non definitiva, la possibilità di ulteriori spazi di trattativa e comunque di rimettere il caso nelle mani del giudice per la sentenza definitiva.

Finalmente verso l'autonomia energetica in valle



Centrale idroelettrica di Gignod - Aosta - con alternatore da 3.600 KW.A.

Dare la possibilità di produrre energia elettrica a basso costo, con lo sfruttamento di piccoli corsi d'acqua, a villaggi, aziende agricole o artigiane, è questo il senso del disegno di legge elaborato dalla commissione consigliare per l'energia ed illustrata dal presidente della commissione stesso, Renato Favai, nel corso di una riunione sui problemi energetici in Valle svoltasi l'8 aprile 1983 presso la sede del S.A.V.T.

Il disegno di legge n. 472, ora convertito in legge, prevede le seguenti agevolazioni: 1) al fine di permettere la realizzazione di impianti idroelettrici ad aziende agricole singole od associate, sono concessi contributi in conto capitale nella misura del 50 per cento del costo degli impianti stessi per le aziende singole e il 60 per cento per le cooperative; per la parte di spesa non coperta dal contributo precedente, la legge prevede un concorso da parte della Regione nel pagamento degli interessi sui mutui ventennali contratti con gli istituti di credito agrario; 2) per la riattivazione o la costruzione ex novo di centrali-

ne con potenza fino a 100 KW, sono previsti contributi in conto capitale per il 30 per cento della spesa ammessa e un concorso nel pagamento degli interessi sui mutui contratti per il 50 per cento della spesa di realizzazione; 3) per gli impianti con potenza nominale compresa fra i 100 KW e i 3000 KW è autorizzata con deliberazione del Consiglio Regionale la sottoscrizione azionaria in società elettriche locali nella misura massima del 35 per cento.

Nel corso di tale riunione organizzata dal settore energia del S.A.V.T., è emerso il ruolo che la Regione Valdostana può svolgere nel risolvere i problemi energetici nazionali, infatti con il completamento della seconda fase delle ricerche sulle fonti energetiche alternative, si è rilevato la possibilità di realizzare piccoli impianti idroelettrici capaci di produrre 760.000.000 di Kwh annui.

Quantità che, opportunamente incrementata con la riattivazione di impianti attualmente in disuso o con l'individuazione di altri punti, oltre a quelli già indicati dalla Regione, renderebbe nei pros-

simi anni la Valle d'Aosta, al di fuori della produzione monopolizzata dall'ENEL, assolutamente autonoma; così facendo si renderebbe disponibile all'esportazione una eguale quantità di energia pregiata dalla nostra Valle.

Va ricordato inoltre che le ricerche fatte si completano con la realizzazione di due mappe che indicano sul nostro territorio l'intensità energetica sfruttabile. Una mappa definisce l'energia solare, l'altra quella eolica, energie che tuttora non sono completamente sfruttabili, per la mancanza di tecnologie adeguate o comunque in fase sperimentale.

Tuttavia, tenendo presente che la tecnica progredisce incessantemente, queste idee, che nel momento attuale sono appena abbozzate, nel volgere di pochi anni diventeranno pienamente realizzabili; è infatti notizia di questi giorni che una nota industria sta sperimentando un pastore elettrico alimentato con celle fotovoltaiche.

Fassin Attilio

Nuova Segreteria



segue dalla pag. 1

rano saranno un valido sostegno per le difficili battaglie che ci attendono.

Battaglie difficili anche in rapporto al momento di crisi e di credibilità del sindacato che, per noi del SAVT, assumono anche il significato di un inevitabile rendiconto, prodotto dalla logica delle mancate risposte ai problemi che per lungo tempo sono rimasti in soffitta.

Il sindacato in sostanza non può continuare a cedere al complesso gioco di spinte e contropunte che determinano gli equilibri futuri, ma viceversa deve partire dalla volontà di confermare la forza dei problemi reali e di favorire una ripresa della vita economica e sociale.

Ezio DONZEL

ORDRE DU JOUR

suite de la page 1

Les positions d'outrance du patronat privé et l'esprit de revanche vis-à-vis du mouvement ouvrier se sont en effet vues de plus en plus isolées.

Ainsi les relations industrielles elles-mêmes pourront être développées sans que l'on essaie de pratiquer d'inadmissibles actions antisyndicales.

Le Comité Directeur du SAVT lance enfin un appel à tous les travailleurs pour qu'ils participent aux consultations sur le contenu des accords, afin de témoigner de leur prise de conscience par la confrontation et la discussion au sein des assemblées et des comités directeurs.

Il invite aussi tous les travailleurs à poursuivre ou à soutenir la lutte pour la détermination des contrats non encore renouvelés.

Le Comité Directeur du SAVT a examiné la grave situation industrielle du Val d'Aoste. De Pont-Saint-Martin à Morgex, la quasi-totalité des usines, font en effet exception la Feletti et la SIB, traverse une période difficile caractérisée par une réduction de l'emploi, une restructuration et une reconversion productive, par le recours en masse à la «C.I.G.». Cette situation nécessite donc un examen attentif du secteur industriel et de ses perspectives et, partant, une concertation de toutes les forces sociales et politiques, afin de définir des lignes d'action susceptibles d'une part de faire sortir le même secteur industriel de son état de crise et d'autre part de préserver l'emploi au Val d'Aoste par un développement équilibré et planifié.

Le Réveil Social
SAVT, 2 Place Manzetti
11100 Aosta (Tel. 0165-44366)
Dir. Resp. DINO VIERIN
V. Dir. LUCIANO CAVERI
Stampa Arti Grafiche E. DUC
73, Av. Bataillon Aoste
11100 Aosta (Tel. 0165-41147)
Autorizzazione Trib. Aosta
n. 15 del 9.12.1982

A TITOLO DI ESEMPIO PUBBLICHIAMO LO SVILUPPO TABELLARE DEL 5°-7° LIVELLO

TABELLA DEI LIVELLI RETRIBUTIVI REGIONALI (L. R. 30 APRILE 1980, N° 18)

Class. o Aum.	Anni	1979/1981	
		Stipendio annuo	Stipendio mensile
C	0	3.416.000	284.667
A	2	3.501.400	291.784
C	3	3.962.560	330.213
A	5	4.061.624	338.468
C	6	4.509.120	375.760
A	8	4.621.848	385.154
C	10	5.055.680	421.307
A	12	5.182.072	431.839
A	14	5.308.464	442.372
C	15	5.602.240	466.853
A	17	5.742.296	478.525
A	19	5.882.352	490.196
C	20	6.148.800	512.400
	22	6.302.520	525.210
	24	6.456.240	538.020
	26	6.609.960	550.830
	28	6.763.680	563.640
	30	6.917.400	576.450
	32	7.071.120	589.260
	34	7.224.840	602.070
	36	7.378.560	614.880
	38	7.532.280	627.690
	40	7.686.000	640.500
	42	7.839.720	653.310
	44	7.993.440	666.120

TABELLA DEI LIVELLI RETRIBUTIVI REGIONALI (LEGGE REGIONALE 10 MAGGIO 1983, N° 32)

1982	
Stipendio annuo	Stipendio mensile
4.557.000	379.750
4.670.925	389.244
5.286.120	440.510
5.418.273	451.523
6.015.240	501.270
6.165.621	513.802
6.744.360	562.030
6.912.969	576.081
7.081.578	590.131
7.473.480	622.790
7.660.317	638.360
7.847.154	653.929
8.202.600	683.550
8.407.665	700.639
8.612.730	717.727
8.817.795	734.816
9.022.860	751.905
9.227.925	768.994
9.432.990	786.082
9.638.055	803.171
9.843.120	820.260
10.048.185	837.349
10.253.250	854.437
10.458.315	871.526
10.663.380	888.615

1983	
Stipendio annuo	Stipendio mensile
4.881.000	406.750
5.003.025	416.919
5.661.960	471.830
5.803.509	483.626
6.442.920	536.910
6.603.993	550.333
7.223.880	601.990
7.404.477	617.040
7.585.074	632.089
8.004.840	667.070
8.204.961	683.747
8.405.082	700.423
8.785.800	732.150
9.005.445	750.454
9.225.090	768.757
9.444.735	787.061
9.664.380	805.365
9.884.025	823.671
10.103.670	841.972
10.323.315	860.276
10.542.960	878.580
10.762.605	896.884
10.982.250	915.187
11.201.895	933.491
11.421.540	951.795

1984	
Stipendio annuo	Stipendio mensile
5.100.000	425.000
5.227.500	435.625
5.916.000	493.000
6.063.900	505.325
6.732.000	561.000
6.900.300	575.025
7.548.000	629.000
7.736.700	644.725
7.925.400	660.450
8.364.000	697.000
8.573.100	714.425
8.782.200	731.850
9.180.000	765.000
9.409.500	784.125
9.639.000	803.250
9.868.500	822.375
10.098.000	841.500
10.327.500	860.625
10.557.000	879.750
10.786.500	898.875
11.016.000	918.000
11.245.500	937.125
11.475.000	956.250
11.704.500	975.375
11.934.000	994.500

Tabella dei livelli retributivi regionali (L. R. 30 aprile 1980, n° 18)

4° Livello: Animatore, Arch. Capo, Arch. ricercatore, Ass. di Biblioteca, Ass. San. Vis., Ass. Soc., Catalog., Controllore, Dis. Arch., Fisioter., Geom. Interpr., Isp. Uff. Tur., Istitutore, Logopedista, Mar. For., Ortottista, P. Agr., P. Ind. Programm., Rag., Rag. Ec., Segr., Tec. analista, Tec. Dip. Spec. in Ec. Dom. Rurale, Testista, Trad., Ins. di Centro di Form. Professionale.

Tabella dei livelli retributivi Regionali (L.R. 10 maggio 1983, n° 32)

5° Livello: Aiutante Tecnico, Autista meccanico, capo garage, coadiutore, coadiutore operatore microfilatore, Capo Cantoniere, Capo Operaio, Capo Operaio Autista, Cuoco, Disegnatore, Guardia Forestale, Infermiere, Istruttore di Centro Formazione Professionale, Vice Capo Servizio Tecnico.

TABELLA DEI LIVELLI RETRIBUTIVI REGIONALI (L. R. 30 APRILE 1980, N° 18)

Class. o Aum.	Anni	1979/1981	
		Stipendio annuo	Stipendio mensile
C	0	4.088.000	340.667
A	2	4.190.200	349.183
C	3	4.742.080	395.173
A	5	4.860.632	405.052
C	6	5.396.160	449.680
A	8	5.531.064	460.922
C	10	6.050.240	504.187
A	12	6.201.496	516.791
A	14	6.352.752	529.396
C	15	6.704.320	558.693
A	17	6.871.928	572.660
A	19	7.039.536	586.628
C	20	7.358.400	613.200
	22	7.542.360	628.530
	24	7.726.320	643.860
	26	7.910.280	659.190
	28	8.094.240	674.520
	30	8.278.200	689.850
	32	8.462.160	705.180
	34	8.646.120	720.510
	36	8.830.080	735.840
	38	9.014.040	751.170
	40	9.198.000	766.500
	42	9.381.960	781.830
	44	9.565.920	797.160

TABELLA DEI LIVELLI RETRIBUTIVI REGIONALI (LEGGE REGIONALE 10 MAGGIO 1983, N° 32)

1982	
Stipendio annuo	Stipendio mensile
6.076.000	506.333
6.227.900	518.992
7.048.160	587.347
7.224.374	602.030
8.020.320	668.360
8.220.828	685.069
8.992.480	749.373
9.217.292	768.108
9.442.104	786.842
9.964.640	830.387
10.213.756	851.146
10.462.872	871.906
10.936.800	911.400
11.210.220	934.185
11.483.640	956.970
11.757.060	979.755
12.030.480	1.002.540
12.303.900	1.025.325
12.577.320	1.048.110
12.850.740	1.070.895
13.124.160	1.093.680
13.397.580	1.116.465
13.671.000	1.139.250
13.944.420	1.162.035
14.217.840	1.184.820

1983	
Stipendio annuo	Stipendio mensile
6.508.000	542.333
6.670.700	555.892
7.549.280	629.107
7.738.012	644.834
8.590.560	715.880
8.805.324	733.777
9.631.840	802.653
9.872.636	822.720
10.113.432	842.786
10.673.120	889.427
10.939.948	911.662
11.206.776	933.898
11.714.400	976.200
12.007.260	1.000.605
12.300.120	1.025.010
12.592.980	1.049.415
12.885.840	1.073.820
13.178.700	1.098.225
13.471.560	1.122.630
13.764.420	1.147.035
14.057.280	1.171.440
14.350.140	1.195.845
14.643.000	1.220.250
14.935.860	1.244.655
15.228.720	1.269.060

1984	
Stipendio annuo	Stipendio mensile
6.800.000	566.667
6.970.000	580.833
7.888.000	657.333
8.085.200	673.767
8.976.000	748.000
9.200.400	766.700
10.064.000	838.667
10.315.600	859.633
10.567.200	880.600
11.152.000	929.333
11.430.800	952.567
11.709.600	975.800
12.240.000	1.020.000
12.546.000	1.045.500
12.852.000	1.071.000
13.158.000	1.096.500
13.464.000	1.122.000
13.770.000	1.147.500
14.076.000	1.173.000
14.382.000	1.198.500
14.688.000	1.224.000
14.994.000	1.249.500
15.300.000	1.275.000
15.606.000	1.300.500
15.912.000	1.326.000

Tabella dei livelli retributivi regionali (L. R. 30 aprile 1980, n° 18)

5° Livello: Animatore, Arch. Capo, Arch. Ricercatore, Ass. di Biblioteca, Ass. Van. Vis., Ass. Soc., Catalog., Controll., Dis. Arch., Fisioterapista, Geom., Interpr., Isp. Uff. Tur., Istitutore, Logopedista, Mar. For., Ortottista, P. Agr., P. Ind. Programm., Rag., Rag. Econ., Segr., Tec. Analista, Tec. Dipl. Spec. in econom. Domestica Rurale, Testista, Tradutt., Ins. di Centro Form. Professionale.

Tabella dei livelli retributivi Regionali (L.R. 10 maggio 1983, n° 32)

7° Livello: Aiuto Archeologico, Animatore, Archivista Bibliotecario, Archivista materiale iconografico, Archivistica ricercatore, Assistente di biblioteca, Catalogatore, Controllore, Geometra, Insegnante Centro Formazione Professionale, Interprete, Ispettore ufficio Turismo, Istitutore, Maresciallo Forestale, Perito Agrario, Perito Agrario analista, Perito Industriale, Programmatore, Ragioniere, Ragioniere Economico, Rilevatore Archeologico, Segretario, Tecnico Addetto, Traduttore.

SANITA' IN VALLE SECONDO IL PROGRAMMA SOCIO-SANITARIO '83-'85

Il 28 gennaio 1983, dopo un attento esame della Proposta di Piano Socio-Sanitario Regionale redatto dall'Assessorato Regionale alla Sanità ed Assistenza Sociale, il direttivo SAVT-Sanità ha fatto pervenire all'Assessore, Augusto Rolandin, le sue osservazioni.

Partendo dal presupposto che la bozza di Piano Sanitario presa in esame era ancora, in molte sue parti, vaga e generica, il direttivo della sanità ha comunque sottolineato l'importanza di dotare al più presto la nostra regione di uno strumento simile soprattutto là dove si stabilisce quale obiettivo prioritario l'incremento delle attività sanitarie preventive nei confronti di quelle assistenziali.

Dopo alcune considerazioni di carattere generale il documento del SAVT entra nel merito delle proposte avanzate dall'Assessorato

alla sanità iniziando l'esame dal «Laboratorio di Sanità Pubblica» che, a detta nostra, non assolverebbe a quelle peculiari funzioni sancite, tra l'altro, dalla L.R. 65 del 1977, tipiche di tale servizio. L'interpretazione più corretta del punto 4 «epidemiologia e tossicologia» dovrebbe tener conto, in definitiva, dell'attuale realtà e rivalutare compiutamente l'attività del laboratorio analisi dell'Ospedale tramite il recupero di alcuni settori operativi quali il Chimico Clinico, l'Ematologia-Coagulazione, l'Ormonologia-radioimmunologia e l'immunologia.

Assai critico, invece, il giudizio espresso dal direttivo del SAVT-Sanità sull'assoluta mancanza, in tutta la bozza di piano sanitario, di indicazioni concrete relative al fabbisogno di personale medico, paramedico e

tecnico-amministrativo necessario per la corretta gestione di un comparto così delicato come quello della sanità.

Per quanto concerne la formazione del personale si è concordato, in linea generale, con quanto enunciato nel «piano» con l'invito a voler dare immediata attuazione al disegno di legge regionale, da tempo giacente in Regione, riguardante la materia.

A tal fine si è posto l'accento sulla necessità di favorire il personale operante sul territorio nel campo dell'assistenza sociale e sanitaria e, proprio in materia di assistenza sanitaria, si è voluta sottolineare l'esigenza di sensibilizzare tali operatori sulla specificità primaria del loro ruolo nei confronti della popolazione.

Troppo limitato appare poi l'esame del progetto «Tutela materna infantile» rivolto quasi esclusivamente all'aspetto contraccettivo mentre sarebbe più opportuno parlare di igiene del concepimento per una procreazione libera e responsabile attraverso l'analisi più approfondita dei problemi «della coppia».

Di rilevante importanza, a nostro giudizio, è poi il tema riguardante la «Tutela sanitaria e socio-assistenziale delle persone anziane» dove abbiamo voluto evidenziare che - **riteniamo indispensabile, nell'intento di garantire un'adeguata assistenza alle persone anziane, che il Piano Sanitario Regionale tenga conto delle diverse realtà dalle quali esse provengono (ambiente rurale o cittadino), con l'istituzione, sul territorio, di adeguati centri di assistenza che ne impediscano l'emarginazione sociale.**

La discussione sull'argomento è stata ampia e costruttiva ed alla fine sono emerse anche alcune proposte operative come la richiesta di promuovere adeguate riduzioni di prezzo, per gli anziani, sui mezzi pubblici di trasporto onde favorirne gli spostamenti e ridurre di conseguenza, una delle fonti di isolamento oppure considerare la possibilità di accesso anche agli anziani presso mense o centri di ristoro convenzionabili con la Regione.

Infine una raccomandazione è stata espressa nel corso dell'esame del programma per la «Tutela della salute mentale» ed è quella di porre la massima attenzione nella scelta dei soggetti da ammettere alle comunità per anziani, in modo da evitare la promiscuità tra anziani stessi ed individui con malattie mentali notoriamente bisognosi di altro tipo di assistenza specialistica e qualificata.

Enzo BLESSEN

Una protesta del consiglio d'azienda

Firmata la convenzione per le TV estere, ma quando le trasmissioni in francese dalla RAI?

Ancora inattuata la legge di riforma Le responsabilità dei politici

La Regione Valle d'Aosta e la RAI hanno recentemente reso operativa la convenzione relativa alla ritrasmissione sul territorio della valle dei programmi televisivi in lingua francese e tedesca. Si tratta in pratica di una riedizione della convenzione che nel 1974 aveva reso possibile la ricezione in valle dei programmi televisivi di «Antenne 2» e della «Suisse Romande», e che dovrebbe permettere adesso (sempre che si riesca a superare le difficoltà tecniche) a far ricevere alla comunità walser anche i programmi della televisione della Svizzera tedesca. Nella convenzione si parla anche dell'impegno da parte della RAI a garantire su tutto il territorio della regione la diffusione delle tre Reti RAI, e per questo sono chiamati in causa anche gli Enti locali che dovranno rendere possibile l'applicazione dell'accordo, tramite ulteriori particolari convenzioni locali.

I segnali di «Antenne 2» e della «Suisse Romande» (quest'ultima attualmente sempre molto disturbata) continueranno dunque a giungere nelle nostre case. Nulla di fatto invece per le trasmissioni radiotelevisive in francese prodotte e realizzate dalla RAI e su questo problema ha preso posizione il Con-

siglio d'Azienda della Sede di Aosta. La legge 103 del 1975 dice che (lett. c art. 19) «la RAI è tenuta ad effettuare trasmissioni radiofoniche e televisive in lingua francese per la regione autonoma Valle d'Aosta», ma ha bisogno di una particolare convenzione tra la RAI e lo Stato per la sua applicazione.

L'organismo rappresentativo dei lavoratori della RAI, protesta dunque per il ritardo nella stipula di questa convenzione, e per la grave inadempimento governativo che priva i valdostani di programmi e informazione locale realizzati e trasmessi anche in lingua francese. La RAI non ha infatti attualmente alcun impegno in questo senso, esiste solamente una proposta (rimasta tale) avanzata al Governo. Non è la prima volta che le OO.SS. protestano per il ritardo nell'applicazione di questa legge che penalizza largamente la VdA rispetto ad altre regioni a Statuto Speciale dove da anni sono già previste espressamente trasmissioni in lingua locale. Per i lavoratori RAI di Aosta si tratta anche e soprattutto di difesa del posto di lavoro, poiché future ristrutturazioni aziendali che le forze politiche governative chiedono, mettendo in dubbio la validità del decentra-

mento, potrebbero portare anche a riduzioni del personale delle Sedi Regionali.

Nel documento diffuso dal Consiglio d'Azienda della RAI di Aosta sono anche chiamati in causa i parlamentari valdostani, il governo regionale e le forze politiche, che non hanno mai saputo pretendere con forza l'attuazione completa della legge di riforma della RAI.

Tutti a parole sono d'accordo sul ruolo e sull'importanza del francese nella nostra regione, non si perde mai occasione per attaccare la RAI per quanto non fa, ma concretamente nessuno ha mai indirizzato energicamente la propria azione politica per ottenere per la nostra valle quanto le spetta per legge. Si è discusso sulla strutturazione della redazione (e a questo proposito il Sindacato ha già espresso la propria contrarietà alla doppia redazione, una per l'italiano e l'altra per il francese), ma tutto si è forse arenato al momento della spartizione dei posti di potere. Ora sono i lavoratori della RAI (il personale è in gran parte valdostano, è forse bene ricordarlo) a chiedere di non ritardare ancora l'attuazione della legge 103.

Carlo ROSSI

PATRONATO

Il S.A.V.T. - Sindacato Autonomo Valdostano «Travailleurs - comunica che allo scopo di dare una migliore assistenza ai propri iscritti e a tutti i lavoratori della Valle d'Aosta dispone di un ufficio di assistenza e patronato presso la propria sede di Aosta: Piazza della Stazione, 2.

L'ufficio S.A.V.T. agisce in piena autonomia con apertura e chiusura di ogni tipo di pratica assistenziale e previdenziale, dalle pensioni di tutte le categorie italiane ed estere alle pratiche INAM, INPS, INAIL, silicosi, disoccupazione, ecc.

La presenza del S.A.V.T. è altresì assicurata con sedi zonali a PONT-ST-MARTIN, VERRÈS, CHATILLON, HONE, MONTJOVET, COGNE e MORGEX.

Si comunica che per gli esami radiografici di accertamento ed aggravamento delle malattie professionali (silicosi, broncopneumatie, ecc.) il S.A.V.T. si avvale, per i lavoratori dell'Alta Valle, del Prof. G. Montesano, che riceve su appuntamento nei giorni: Lunedì, Martedì e Venerdì dalle ore 8 alle ore 10 presso il suo studio di Aosta, Piazza Narbonne (telefono 44490) e, del Dr. S. Mancini che riceve tutti i giorni (escluso il Sabato) dalle ore 10 alle 12 e dalle ore 15 alle 17 presso il suo studio situato in Aosta, Via De La Pierre n.3 (telefono 44210) e, per i lavoratori della Bassa Valle del Dr. R. Ceretto che riceve il primo e il terzo mercoledì del mese dalle ore 16,30 alle 17,30 presso l'ambulatorio, Via Duca d'Aosta n.44, Verrès, tel. 92214.

Per informazioni, MP sordità e infortuni gli interessati possono rivolgersi alle sedi del S.A.V.T. che prenoteranno direttamente la visita presso il Dr. Formica.

IMPORTANTE per il prenotazione delle visite mediche si invitano i lavoratori a rivolgersi preventivamente presso gli uffici del S.A.V.T. o comunque segnalare al medico interessato di voler essere patrocinati dal S.A.V.T.

Lavoratori!

Per le pratiche di accertamento e aggravamento silicosi, infortunio, pensioni di vecchiaia, anzianità, invalidità e superstiti, italiane ed estere, coltivatori diretti, artigiani, commercianti, prosecuzione volontaria, TBC, INAM, Maternità, duplicati libretti personali, accredito contributi per malattia ed infortunio, servizio militare, domande di ricongiunzione posizione assicurative e pratiche varie, rivolgetevi con fiducia presso le nostre sedi.

AOSTA - Piazza Manzetti, N.2 - Tel. 361019. Lunedì, Martedì, Mercoledì, Giovedì, Venerdì dalle ore 8,30 alle 12 e dalle 15 alle 18,30.

PONT-ST-MARTIN - Via E. Chanoux n.108 (adiacente al Bar Rosa Rossa) tel. 84383. Mercoledì - dalle ore 9 alle 12 e dalle 14 alle 16,30. Giovedì dalle ore 9,40 alle 12,30 dalle 18 alle 19. Sabato 9-12.

VERRÈS - Via Duca d'Aosta, n.29. Lunedì e Venerdì dalle ore 9 alle 12 e dalle 16,30 alle 19.

HONE - Presso Trattoria Bordet. Giovedì dalle ore 8 alle ore 9,30.

MONTJOVET - Presso Trattoria Roux (Capoluogo). Lunedì dalle ore 19 alle 20.

CHATILLON - Via E. Chanoux, n.110. Lunedì dalle ore 8,30 alle 12.

COGNE - Presso Bar Liconi (Fiaschetta). Venerdì dalle ore 9 alle 12.

MORGEX - Via Valdigne, 92 (Casa Bottino). Giovedì dalle ore 9 alle 12.

C.P.S.N. incontro a Barcellona degli organismi sindacali «nazionalitari»

Nei giorni 5 e 6 marzo '83 si è svolto a Barcellona promosso dal SQC, Syndicat dels Quadres de Catalunya, un nuovo incontro degli organismi sindacali «nazionalitari». Dopo la costituzione dell'Assemblea Permanente delle Organizzazioni Sindacali delle Comunità Etniche che avvenne il primo maggio 82 in occasione del 30° anniversario del SAVT, e dopo la decisione di adottare una strategia comune il SAVT, l'ASGB et il SQC «guidano» i primi passi di questa struttura. Nell'agosto 82 nella Catalunya francese, a St.-Michel de Cuxà, venne definito, tra l'altro, un apporto economico che le tre sigle sindacali hanno concordato in vista di una più incisiva azione futura.

A Barcellona buona parte del dibattito è stata assorbita dalla definizione di un piano in vista della riunione che si terrà a Bolzano presumibilmente nell'agosto 83: una nuova riunione alla quale dovrebbero prender parte

i rappresentanti di tutte quelle organizzazioni sindacali, o di quei collettivi che ancora mancano all'appello. A Barcellona si è registrata la presenza di una delegazione del Sindacato Basco ELA-A che parteciperà anche all'incontro di Bolzano. Quali i problemi di fondo emersi dal dibattito? Innanzitutto la necessità di dare avvio ad una naturale distribuzione dei ruoli tra organismi sindacali costituiti in gruppi o singoli «militanti»; distinzione che non vuol essere punitiva per quelle comunità la cui debolezza è testimoniata proprio dall'assenza di un organismo sindacale «nazionale» ma che vuol consentire maggior concretezza soprattutto all'azione del CPSN il Comitato Permanente su cui grava il delicato compito di individuare e raggiungere difficili obiettivi.

L'incontro di Barcellona è stato necessariamente un momento interlocutorio: l'occasione dell'incontro è venuta dal Congresso, il se-

condo del SQC, al quale è stata portata la dovuta testimonianza di solidarietà.

L'altro grosso problema che per quanto discusso alcune ore si può dire sia stato soltanto abbozzato è quello dell'analisi della situazione economica europea e dei suoi riflessi sulla realtà delle diverse comunità nazionali: un tema fondamentale per ricucire insieme alle nuove adesioni, tutta la trama, la strategia del sindacalismo nazionale così come è inteso dagli aderenti al CPSN.

Enseignants et professeurs valdôtains pour n'importe quel problème d'assistance ou d'information adressez-vous au SAVT-école.

Enseignants et professeurs valdôtains pour une autonomie effective, un bilinguisme réel, la qualification et la légitime défense de l'école valdôtaine adressez-vous au SAVT-école.